



RECRUESCENCE DE CRIMES DANS LES REGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST DU CAMEROUN:

Communiqué de presse

Douala-Bamenda-Muyuka- Cameroun : le 12 Août 2020 : Les mots ne sont pas assez forts pour qualifier les scènes d'horreur vécues dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis le déclenchement des hostilités entre les militants séparatistes et les forces de sécurité camerounaises déployées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) est vivement choqué et très indigné par la barbarie avec laquelle se comportent des êtres humains qui, visiblement ont perdu la raison et condamne avec sa dernière énergie les actes de torture perpétrés contre les civils, les humanitaires-Défenseurs des Droits Humains, les hommes d'Eglise et les enseignants...

Les faits,

Depuis mardi le 11 Août 2020, une vidéo montre une jeune femme nommée Confort TUMASSANG qui est interrogée par de présumés séparatistes, les mains ligotées au dos l'un de ses tueurs cris : «Tenez-la bien, tenez sa jambe». Ses bourreaux qui l'accusent d'être une espionne au service des forces de sécurité finissent par la découper à la machette. Cette scène insoutenable se déroule dans la localité de Muyuka dans la région du Sud-Ouest.

Le 10 Août 2020, le corps sans vie de M. Pipayu Ibrahim, un enseignant de Chimie de Progressive Compréhensive High Collège - PCHS, à Mankon est retrouvé sous le pont Mile 4 Nkwen dans le Nord-Ouest à Bamenda par la population avec son engin à deux roues (moto). Selon les informations à notre portée, M. Pipayu Ibrahim aurait fait un tour au collège dimanche la veille de la composition de l'examen du GCE (General Certificat of Education) pour apprêter le matériel qui devait être utilisé.

Le 09 Août 2020, A Ndop, dans le département du **Nkogkétunjia**, au Nord-Ouest à Bamenda, **M. Peter**, un civil est enlevé, décapité et jeté au bord d'un cours d'eau par des personnes non encore identifiées.

Le 07 Août 2020, le Révérend Christopher TANDJO, pasteur de l'Eglise Apostolique qui travaillait pour l'ONG(Cominsud) Community Initiative for Sustainable Development, ONG humanitaire au Nord-Ouest et Sud-Ouest a été enlevé à son domicile à Batibo Bamenda Région du Nord-Ouest et assassiné par des hommes armés "*Pour avoir rendu publique une vidéo dénonçant les abus des séparatistes, leur demandant de limiter les souffrances infligées aux populations*".



Au Gouvernement du Cameroun, le REDHAC:

- Rappelle une fois de plus que sa responsabilité régalienne est la protection des civils et la sécurité du territoire en toute circonstance ;
- Recommande de prendre toutes les mesures adéquates et urgentes afin d'assurer la sécurité des civils et des Défenseurs y compris les travailleurs humanitaire ;
- De mettre en place une enquête indépendante et impartiale internationale et d'établissement des faits afin de trouver tous les coupables des odieux assassinats pour qu'ils soient traduits devant la justice équitable et qu'ils répondent de leurs actes.

Aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (UN, UA, CADHP) le REDHAC recommande :

- De continuer à mener le plaidoyer afin qu'une mission conjointe (UA/CADHP, CNDH, Société Civile), indépendante, internationale d'établissement des faits soit effective au Cameroun afin d'identifier toutes les parties prenantes à la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et établir leur responsabilité pour la mise en place d'un mécanisme de résolution pacifique durable.

Enfin, pour le REDHAC

- La COMMISSION VERITE-JUSTICE ET RECONCILIATION, reste la meilleure solution pacifique durable et serait une opportunité pour la réconciliation nationale gage d'un développement durable, de la sécurité humaine pour tous au Cameroun ;
- Encourage le gouvernement du Cameroun de s'approprier de cette proposition pour le bien être des populations.
- Le REDHAC, encourage le gouvernement camerounais à mettre en place un cadre juridique pour la protection légale des Défenseurs des Droits Humains, activistes et journalistes en adoptant la loi portant : « *Promotion et Protection des Défenseurs des Droits Humains, aux activistes et journalistes* ».

Pour toute action entreprise à ce sujet : veuillez contacter REDHAC

SUIVEZ-NOUS

Tél. Fixe : Bureau (+237)233 42 64 04 ;

MOB : (+237) 691 23 89 96/ 697 61 81 95

Facebook :RedhacRedhac

Twitter : @RedhacRedhac

Site-Web :www.redhac.info